« Réalités et défis de l'Éducation au Liban », à l'Évêché maronite Antélias, le samedi 28 mai 2022, sur l'éducation, en l'église Saint- Maron Bauchrieh

Par prof Salim Daccache s.j.

Parler de l'éducation c'est parler d'un pilier de l'existence du Liban moderne et de sa constitution comme État, car cette éducation fut le levier principal qui a préparé les esprits et la décision politique de la déclaration de la constitution de cet État en 1920. S'il n'y avait pas l'éducation qui a préparé les structures intellectuelles et concrètes de la création du Liban, celui-ci n'aurait jamais pu acquérir la forme d'État.

L'éducation est la cause qu'il faudra défendre car, en plus d'être la ceinture qui défend l'existence du Liban, elle est à l'origine de la richesse capitale du Liban que sont les ressources compétentes libanaises au Liban et dans le monde, formées dans les écoles et les universités du Liban. Hier, elle fut la cause et aujourd'hui, elle demeure la cause. Dans cette contribution sur les réalités et les défis de l'éducation au Liban, et surtout au niveau catholique, nous commencerons par formuler quelques données historiques sur la genèse de l'école primaire et de l'éducation secondaire et universitaire publique et privée. Ensuite, nous parlerons de l'évolution des données de l'éducation et leur impact sur l'éducation catholique. En dernier lieu, il sera question des défis de l'école catholique et de l'éducation publique et privée en général. Je préfère utiliser le terme libre pour désigner l'éducation privée

1) Quelques données historiques

a) La création, en 1584, du Collège maronite de Rome jusqu'à 1812, avait pour objectif de préparer des prêtres séculiers et des cadres selon la tradition de la contre-réforme tridentine. Deux cents quatre-vingts élèves ont été formés par le Collège dont plusieurs patriarches (Estefan Doueihi, Girgis Amira) et plusieurs évêques de l'Église, anciens qui ont marqué le visage de l'Église. Des orientalistes comme Abraham Ecchellensis, Gabriel Sahyouni, Youssif Assemani,... ont marqué le développement de l'orientalisme arabe et syriaque en Europe.

Au Liban, les anciens du collège ont joué un rôle dans l'introduction de l'imprimerie en 1610 à Qozhaya dans le Nord par Sarkis Rizzi et Girgis Amira. Imprimerie au collège pour apprentissage de la typographie. De même ceux qui sont rentrés au pays ont joué le rôle de multiplicateurs de l'éducation puisqu'ils sont devenus des maîtres et des éducateurs dans leur environnement social et ecclésial. De ce fait, les célèbres écoles nationales du Mont-Liban ont été l'œuvre d'anciens élèves du Collège maronite de Rome : ainsi, à titre d'exemple, le collège Saint-Joseph de Zghorta fondé en 1690 par Girgis ben Obeid, le collège Saint-Élie de Aintoura fondé en 1728 par Boutros Moubarak et, surtout, le collège du Couvent Saint-Antoine de Aïn-Warqa, fondé en 1789 par le patriarche Youssef Estéphan (de Ghosta). Autant d'institutions qui constituèrent le véritable vivier des pionniers de la Nahda arabe, la Renaissance culturelle arabe et nationale de la fin du 19^e siècle.

b) 1736 le Synode maronite baladi de Louaizé

La deuxième date est celle du Synode maronite de 1736 qui a pris des décisions dans le domaine de l'éducation des jeunes garçons et des filles, en rendant l'éducation obligatoire, en proposant un programme d'études inspiré du Collège de Rome et en imposant gratuité de l'éducation ; de même le synode lançait un appel aux anciens du Collège de Rome de rentrer au pays et de participer à l'œuvre éducative de l'Église.

En fait, l'idée était de doter les fidèles de l'Église, surtout les jeunes parmi eux, des outils formateurs de leurs personnalités chrétiennes en face des autres chrétiens non catholiques et des musulmans et de façonner, à travers l'éducation, l'appartenance à l'Église maronite et à la nation pour que celle-ci devienne communauté de fidèles éduqués même si l'école était l'école sous le chêne. Parmi les collèges fondés au Mont-Liban figurait celui du Couvent Saint-Antoine de Aïn-Warqa, fondé en 1789 par le patriarche Youssef Estéphan (de Ghosta).

c) Le séminaire de Ghazir puis l'USJ à Beyrouth

La troisième date est celle de 1843 durant laquelle les jésuites ouvraient à Ghazir, dans un ancien palais des émirs druzes (de la famille des Chéhab), un séminaire inter-rituel au service de tous les catholiques du Liban, qu'ils soient latins ou orientaux. Il se présentait comme le continuateur du Collège de

Rome. Ce séminaire inter-rituel était souhaité par le Saint-Siège autant que par les quatre Patriarches catholiques orientaux. Il avait pour but de donner aux diverses branches de l'Église catholique le clergé instruit qui leur faisait défaut. Toutes les Églises catholiques sans exception s'y engagèrent : des Maronites, des Grecs-Melchites, des Coptes, des Chaldéens, des Syriens et des Latins. L'un des plus grands problèmes était le financement d'un séminaire interne qui coûtait cher, les évêques locaux n'ayant pas beaucoup de fonds et Rome ne voulant pas le prendre en charge. Il y avait des donateurs, surtout de France, comme le Fonds d'appui aux écoles chrétiennes en Orient, (devenu l'Œuvre d'Orient de nos jours) présidé par le cardinal Lavigerie.

Aux séminaristes locaux se sont joints des scolastiques de la Compagnie de Jésus expulsés de France. À la suite des expulsions des Jésuites de France, le corps professoral du séminaire de Ghazir augmente rapidement. Ainsi, dès 1847, chaque discipline a désormais son professeur distinct. Le séminaire de Ghazir est le premier établissement scolaire au Liban où le système de classes fut adopté et où un programme complet des études fut institué de la classe de 6e jusqu'à la Terminale. Les séminaristes qui atteignaient la dernière classe pouvaient être candidats au sacerdoce. Le système d'enseignement en langue française remplaça l'italien à partir des années 1850 ; c'est de cette manière que le français est devenu langue d'enseignement dans 90 pour cent des écoles primaires et secondaires au début du XXe siècle et surtout après la proclamation de l'État du Grand Liban.

En 1849, un collège secondaire est adjoint au séminaire : les études y suivent le curriculum classique des collèges jésuites.

Si une date doit être retenue ce sera 1875, l'année où Ghazir devenait l'Université Saint-Joseph à Beyrouth puisqu'en plus de la Faculté de Théologie et de Philosophie, un séminaire oriental y fut créé. L'éducation prenait une autre forme plus avancée, ne laissant pas les protestants promouvoir leur présence à travers l'American University of Beirut.

2) l'Éducation scolaire entre 1974 et 1991 jusqu'à aujourd'hui

- a) L'école qui dépend des communautés au Liban est d'utilité publique, tandis que les écoles privées laïques ou individuelles sont plutôt d'esprit et de pratique commerciale. Cela date depuis les ottomans lorsqu'ils ont permis à ce que les communautés aient leurs propres institutions éducatives.
- b) À la sortie de la guerre civile entre 1975 et 1991, il y eut pour les écoles catholiques surtout francophones un grand tournant dont les effets négatifs demeurent et s'amplifient jusqu'à nos jours. En 1974, le nombre des élèves dans les écoles catholiques était de 165.000 sur environ un total de 450. 000 (environ 35 pour cent); en 1991, ce nombre était devenu 220 mille sur 800 000 (24 pour cent); en 2006, 200 mille sur 911.000 et de nos jours, 192. 000 sur 1 million et mille. En proportion, l'école catholique aurait perdu 65 pour cent à 70 pour cent de sa capacité d'accueil.

Plusieurs principaux motifs qui expliquent la récession et la chute des effectifs d'une manière proportionnelle :

La fermeture de beaucoup d'écoles chrétiennes dans les régions où la guerre avait fait rage, le Chouf, Aley. Quelques 80 écoles semi privées dans la montagne du Mont-Liban Sud ont fermé leurs portes.

Le départ définitif de beaucoup de familles, surtout chrétiennes, à l'étranger, cela continue aujourd'hui.

La natalité plutôt très moyenne dans la famille chrétienne.

La naissance de beaucoup d'écoles musulmanes constituées en réseau et la baisse de la fréquentation.

Départ des enseignants en dehors du Liban ou pour des professions plus lucratives.

La tendance est de fermer les petites écoles, surtout celles qui sont dans les régions.

c) De nos jours, l'école au Liban est constituée de quatre blocs : le réseau public qui est fortement déstabilisé à cause des crises du Covid et la crise financière qui accueille environ le quart des élèves, les écoles « individuelles » qui représentent un autre quart, les écoles chrétiennes un 3^e quart, et les écoles musulmanes un quatrième quart. Ce dernier groupe est constitué en réseau où l'entraide et la

planification sont de mise plus qu'ailleurs. Ce qui explique leur meilleure capacité d'affronter les crises.

Du point de vue linguistique et culturel, la langue française ne cesse de perdre du terrain. De nos jours, le nombre d'élèves de langue anglaise a dépassé le nombre d'élèves de langue française quoique le nombre des institutions scolaires est encore à l'avantage de celles qui adoptent la langue française (52 pour cent).

Du point de vue économique et social, de nos jours, les rentrées des écoles catholiques ont diminué de 80 pour cent par rapport à 2019-20; plus de 60% des parents ne paient pas les scolarités de leurs enfants. Il y a à repenser l'aide à apporter aux écoles; le fonds social français le fait à partir des besoins des parents. Mais en interne, la chaîne de solidarité doit être renforcée du point de vue catholique.

La même situation sociale précaire prévaut dans les six universités catholiques : USJ, Sagesse, NDU, USEK, Sainte famille, Antonins.

Conséquences: moins d'impact culturel sur le tissu social, par manque d'écoles chrétiennes dans les régions, la présence des chrétiens eux-mêmes s'est rétrécie, l'espace francophone lui aussi s'est rétréci, remplacé par l'enseignement en anglais.

3) Les principaux défis dans le contexte actuel

a) Comment sauvegarder l'identité de l'école catholique ?

Si l'école catholique relit bien son histoire, elle trouve 3 éléments constitutifs de son identité :

1 C'est sa mission évangélisatrice et éducatrice qui accomplit son identité; en premier, vis-à-vis des jeunes chrétiens eux-mêmes tentés par la modernité et ses effets positifs (construire la personnalité de chacun), mais aussi négatifs (l'individualisme); savoir accompagner la croissance du jeune au niveau de l'éveil à la foi en Jésus et en l'Évangile, dans un contexte pluri religieux, en éduquant à la religion de l'autre; savoir manier l'éveil à la foi chrétienne et la connaissance de l'autre,

2 son identité se réalise par son ouverture à toutes les communautés, en luttant contre tentation de l'exclusivisme,

3 par son ouverture à toutes les classes sociales, y compris le pauvre et le démuni : une vraie politique de solidarité.

b) Comment élaborer une politique éducative nationale qui soit dynamique et qui soit une synthèse d'une appartenance à la communauté et une appartenance à la nation par la citoyenneté ?

Il est évident que les institutions catholiques ont marqué de leur empreinte la philosophie de l'éducation libanaise par les valeurs communes qu'elles ont communiquées et qu'elles ne cessent de faire dans un contexte où d'autres valeurs se font leur place sur la scène de l'éducation. Une franche éducation à la citoyenneté s'impose. C'est notre seul salut.

- c) Comment affronter le désastre provoqué par la crise économique et sociale ?
- 1 ne pas abdiquer et adopter une attitude de déprimé,

2 ne pas fermer surtout les petites écoles et les écoles en dehors de Beyrouth et des grandes villes et cités,

3 savoir comment préparer une nouvelle génération de responsables laïcs capables de continuer la route.

d) Comment éveiller les jeunes à la foi chrétienne, dans une société multi religieuse.

Conclusion

Dans la situation actuelle de crise, l'école, ainsi que l'université, cherchent leur survie et la consolidation de leur mission éducative et humaniste. Cette survie ne peut se faire ni aux dépens de l'enseignant et ses besoins essentiels ni en mettant à genoux les parents d'élèves.

À l'impact négatif de la COVID, il faut noter que beaucoup d'écoles, au vu de la crise financière et sociale, jouent la pérennité de leur mission. Elles jouent de même la carte de la continuité de la qualité de l'éducation au vu de la perte continue de leurs moyens. Le rôle des institutions scolaires universitaires, malgré la crise économique et sociale, est d'être une flamme et un modèle dans sa capacité d'accueil et de

formation dans la qualité et l'excellence des générations du futur. Il est important de donner l'exemple de l'institution qui continue pour que les familles et les personnes reprennent confiance. L'École et l'Université ont été éprouvées par l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 et elles le sont jusqu'à ce moment. Mais, en août et en septembre de la même année, tout en pansant les blessures et aidant beaucoup de familles à reconstruire ou simplement à se nourrir, elles ont tenu à ouvrir leur porte et à continuer l'enseignement, supportant les deux crises, partant de l'exemple du Seigneur mort, mais ressuscité le troisième Jour. Leur devise est la suivante : l'institution qui aime ne connaît pas la mort ; elle demeure debout avec le Seigneur ressuscité qui est debout.